

Inventaire des archives de la commune d'Hainin

Dépôt 2019

(1764) 1816-1977 (1979)

LAURENT HONNORÉ



INVENTAIRE DES ARCHIVES DE
LA COMMUNE D'HAININ

DÉPÔT 2019

(1764) 1816 – 1977 (1979)

ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS

INVENTAIRES

213



Naamsvermelding - Niet Commercieel - Geen Afgeleide Werken

CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/nl/>

Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification

CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

ISBN : 978 94 6391 527 4

Archives générales du Royaume

D/2025/531/003

Numéro de commande: Publ. 6544

Archives générales du Royaume

2 rue de Ruysbroeck

1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications est consultable sur notre page électronique
(<http://arch.arch.be>)

Numéro de l'instrument: AEM.01.319

Inventaire des archives de
la commune d'Hainin

Dépôt 2019

(1764) 1816 – 1977 (1979)

Laurent HONNORÉ

Bruxelles
2025

INDICATIONS SOMMAIRES POUR L'UTILISATION

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être demandées en communication via un terminal d'ordinateur se trouvant dans la salle de lecture, moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire, mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page. En l'occurrence ici, mentionnez :

AEM.01.319

Le document lui-même est commandé avec la cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Conditions d'accès et de reproduction

Les archives (hormis les registres de population et des étrangers) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante: les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

La reproduction est autorisée en tenant compte de la réglementation en vigueur.

Références aux archives

La première fois, on citera le fonds avec son nom complet, ensuite on pourra utiliser une référence abrégée.

Complet : ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, *Commune d'Hainin. Dépôt 2019*, n° [cote de l'article].

Abrégé : AÉM, *Com. Hainin 2019*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	11
I. IDENTIFICATION	11
II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES	11
A. Producteur d'archives	11
1. <i>Nom</i>	11
2. <i>Historique</i>	11
3. <i>Compétences et activités</i>	12
4. <i>Organisation</i>	13
B. Archives	13
1. <i>Historique</i>	13
2. <i>Acquisition</i>	15
III. CONTENU ET STRUCTURE	15
A. Contenu	15
1. <i>Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins</i>	15
2. <i>Finances et fiscalité</i>	16
3. <i>Patrimoine</i>	16
4. <i>État civil</i>	16
5. <i>Population</i>	17
6. <i>Élections</i>	17
7. <i>Affaires militaires</i>	17
8. <i>Travaux publics</i>	18
9. <i>Enseignement</i>	18
10. <i>Bienfaisance ou assistance publique</i>	18
11. <i>Culte</i>	18
B. Sélections et éliminations.....	19
C. Accroissements/compléments	19
D. Mode de classement	19
IV. CONSULTATION ET UTILISATION.....	20
A. Conditions d'accès	20
B. Conditions de reproduction	21
C. Langues et écriture des documents	21
D. Caractéristiques matérielles et contraintes techniques.....	21
V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES	21
A. Documents apparentés	21
B. Bibliographie.....	22
VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION	22

INVENTAIRE	23
I. GÉNÉRALITÉS	23
A. Conseil communal.....	23
B. Collège des bourgmestre et échevins	23
C. Répertoires	23
D. Correspondance générale	23
II. ORGANISATION ET PERSONNEL	24
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	24
1. <i>Création, dénomination, suppression ou fusion</i>	24
2. <i>Sceau</i>	24
3. <i>Participation à des organismes de coopération intercommunale</i>	24
a. Association intercommunale pour le Démergement et l'Assainissement de la Vallée de la Haine.....	24
b. Société intercommunale de l'Électricité des Régions de Mons et du Borinage.....	24
c. Intercommunale d'Œuvres sociales pour l'Arrondissement de Mons.....	24
B. Organisation et membres des organes politiques	25
1. <i>Conseil communal et collège des bourgmestre et échevins</i>	25
C. Archives	25
D. Personnel des services.....	25
1. <i>Statut du personnel, traitements et autres règlements</i>	25
2. <i>Dossiers du personnel administratif et technique</i>	25
III. PATRIMOINE.....	26
A. Généralités	26
B. Biens immobiliers	26
C. Biens mobiliers	27
D. Actifs financiers	27
IV. FINANCES ET FISCALITÉ	27
A. Généralités	27
B. Comptabilité du secrétariat	28
1. <i>Budgets et annexes</i>	28
2. <i>Emprunts</i>	28
C. Comptabilité du receveur	29
1. <i>Généralités</i>	29
2. <i>Registres de comptabilité</i>	29
3. <i>Comptes et pièces justificatives</i>	29
4. <i>Documents concernant l'entrée en fonction du receveur</i>	35
D. Impositions et taxes.....	35
1. <i>Impôts communaux</i>	35
2. <i>Impôts provinciaux</i>	36
3. <i>Impôts d'État</i>	37
E. Dépôt de l'Administration du Cadastre	37
V. ÉTAT CIVIL.....	38
A. Registres de l'état civil et tables	38
B. Cimetière et funérailles	38
C. Autres documents concernant l'état civil.....	38

VI.	POPULATION	39
A.	Registres et mouvements de la population.....	39
B.	Recensements et autres états de la population	44
C.	Étrangers	44
D.	Cartes d'identité et passeports.....	45
VII.	AFFAIRES ÉLECTORALES.....	45
A.	Personnes éligibles et candidats	45
B.	Listes électorales et listes dérivées.....	45
C.	Révision des listes électorales.....	46
D.	Dossiers des élections	46
VIII.	AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES.....	46
A.	Milice et volontaires (1817-1976).....	46
1.	1817-1923.....	46
2.	1924-1976.....	48
B.	Garde civique	49
C.	Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	49
D.	Guerres et conséquences	50
1.	Première Guerre mondiale (1914-1918).....	50
2.	Deuxième Guerre mondiale (1940-1945).....	51
IX.	ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	52
A.	Police communale	52
1.	Généralités et organisation.....	52
2.	Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics ..	52
3.	Missions de police administrative concernant la sécurité publique	52
4.	Missions de police judiciaire.....	53
B.	Défense aérienne passive	53
C.	Service d'incendie.....	53
D.	Protection civile	54
X.	SANTÉ PUBLIQUE.....	54
A.	Services communaux	54
1.	Nettoyage des rues et enlèvement des immondices	54
B.	Exécution des tâches communales	54
1.	Lutte contre les maladies épidémiques.....	54
2.	Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	54
3.	Police sanitaire des animaux domestiques.....	54
4.	Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	55
5.	Contrôle de la salubrité des habitations et des logements.....	56
XI.	TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME.....	56
A.	Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	56
1.	Maison communale.....	56
2.	Bâtiments affectés au culte	56
3.	Bâtiments scolaires.....	57
4.	Cimetière	57

B. Travaux et inspection de la voirie	57
1. Généralités	57
2. Voirie communale, vicinale et de l'État	57
3. Signalisation et sécurité routière	59
C. Travaux et inspection des cours d'eau	59
D. Services d'utilité publique	60
1. Distribution d'eau	60
2. Distribution de gaz	61
3. Distribution d'électricité	61
4. Télégraphe et téléphone	61
5. Chemin de fer	61
6. Vicinaux	62
E. Aménagement du territoire	62
1. Plans régionaux	62
2. Plans communaux	62
3. Permis de bâtir	62
4. Documents concernant les expropriations	63
XII. ENSEIGNEMENT	63
A. Généralités	63
B. Cadre général	64
C. Bâtiments et équipement	64
D. Personnel	64
E. Finances	65
F. Obligation scolaire	65
G. Avantages sociaux	66
XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS	66
A. Fêtes communales, festivités, manifestations patriotiques et souscriptions	66
B. Distinctions honorifiques	66
XIV. ÉCONOMIE	66
A. Industrie et artisanat	66
B. Agriculture et sylviculture	67
C. Commerce	68
XV. AFFAIRES SOCIALES	68
A. Mesures sociales	68
1. Prise en charge des chômeurs, placement	68
2. Pensions	68
3. Aide sociale	68
4. Logement	69
5. Collaboration avec des tiers	69
B. Réglementation du travail	69
XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE	69
A. Bureau de bienfaisance	69
B. Commission d'assistance publique	70
XVII. TUTELLE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE	70
A. Généralités	70

B. Patrimoine	70
C. Finances	71
XVIII.PRODUCTEURS DISTINCTS DE LA COMMUNE	71
A. Communauté et pauvres d'Hainin.....	71
B. Bibliothèque paroissiale d'Hainin.....	71
XIX. DOCUMENTS SANS RAPPORT AVEC LE FONDS	71
CONCORDANCE DES COTES D'ARCHIVES VERS LES NUMÉROS DE PAGE	73

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

Référence : BE AÉM, Com. Hainin (524 – 1185)
N° de l'instrument : AEM.01.319
Nom : Archives de la commune d'Hainin. Dépôt 2019
Dates : (1764) 1816-1977 (1979)
Niveau de description : Fonds d'archives
Importance matérielle : 956 articles (19,15 mètres linéaires)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Commune d'Hainin (1795-1977)

Autres producteurs :

Commission d'Assistance publique d'Hainin

Communauté et pauvres d'Hainin

Bibliothèque paroissiale d'Hainin

2. HISTORIQUE

Le village d'Hainin est au XII^e siècle une dépendance de Thulin sur les plans civil et spirituel. La seigneurie dont il devient ensuite le siège est tenue en fief de la seigneurie de Florennes et appartient à la famille portant le nom de la localité. Parmi ses membres, on trouve notamment Jean, seigneur de Hainin et de Louvignies, célèbre mémorialiste (1423-1495). À la fin de l'ancien régime, la seigneurie passe à la famille Leduc, puis à leur descendant, le comte de Clerfayt. L'abbaye de Saint-Ghislain détient la collation de la cure dès 1146. Les activités agricoles ont longtemps été dominantes. Mais la houille y est également extraite du XVI^e au XVIII^e siècle. Des rivages établis le long de la Haine, qui forme la limite nord du village, se maintiennent jusqu'au début du XIX^e siècle. Des scieries, une carrière de chaux, un chantier de construction et un moulin à vent y fonctionnent au XIX^e siècle. À la même époque, des habitants sont employés dans les charbonnages et les usines situées dans les localités voisines (Boussu et Dour) et de l'autre côté de la frontière (Blanc-Misseron et Crespin). Si les cultivateurs ont presque tous disparu, la fonction résidentielle de la localité n'a cessé de se développer jusqu'à nos jours.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1^{er} octobre 1795), avait instauré des « municipalités de canton ». Entre 1795 et 1800, Hainin dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Quiévrain (Thulin avant septembre 1796), chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi

concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Hainin devient une commune à part entière. À partir du 28 novembre 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Boussu¹.

La commune fait partie du département de Jemappes (1795-1814) puis de la province de Hainaut ; de l'arrondissement administratif de Mons et de l'arrondissement judiciaire de Mons. Hainin relève par ailleurs du canton de milice de Boussu à partir de 1817.

La commune s'étend sur 256 hectares. Elle compte 293 habitants en 1801, 513 en 1846, 816 en 1910, 794 en 1961 et 770 en 1976.

Le 1^{er} janvier 1977, la commune d'Hainin est fusionnée avec les communes d'Hensies, Montrœul-sur-Haine et Thulin pour former l'actuelle commune d'Hensies.

La fusion forme une entité de 7095 habitants pour 2116 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : « Groupement de communes qui sont reliées entre elles par des liaisons directes et rapides. Il existe une affinité certaine entre leurs populations »².

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

« Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des

¹ VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963)*, Louvain, 2000, vol. 1, p. 414 et 507 ; vol. 2, p. 772 et 1162 ; vol. 3, p. 1456.

² Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, *Moniteur belge*, 25 septembre 1975.

travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux³ ».

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

4. ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : « Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ». Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur le dossier central

³ *Pasinomie*, 1^{re} série, t. 1^{er}, *Lois françaises*, Bruxelles, 1833, p. 66.

de la commune d'Hensies constitué par les Archives de l'État à Mons ainsi que sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, les archives communales sont conservées au domicile du bourgmestre. En 1825, un inventaire des archives trouvées chez le bourgmestre démissionnaire Jacques-Joseph Wattier est établi⁴. Un répertoire alphabétique par matière et chronologique des archives communales est dressé en 1856 et est tenu à jour jusqu'en 1859⁵. Il concerne les archives produites entre 1819 et 1860. Une grande partie des documents mentionnés dans ce répertoire n'existe plus. Le rapport annuel du collège échevinal signale qu'en 1854, les archives ont dû être changées de local à la suite du décès du bourgmestre J.-J. Lescot⁶.

En 1857 débute la construction d'un bâtiment à usage d'école et de maison communale, comprenant un cabinet pour les archives⁷. Les travaux s'achèvent à la fin de l'année 1859. Entre 1902 et 1904, un nouveau bâtiment est construit le long de la rue d'Hainin à Boussu (actuellement rue de la Centenaire) : il a abrité les archives communales jusqu'à la fusion de 1977.

Après cette date, les archives des communes fusionnées ont été déménagées à plusieurs reprises. Ces déménagements successifs ont entraîné la perte de nombreux documents. Par ailleurs, en 1984, des chômeurs mis au travail ont été chargés de trier et de classer sommairement les archives antérieures à la fusion, selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce travail effectué sans le contrôle des Archives de l'État a aussi entraîné des éliminations sauvages.

Dans les années 1990, une partie des archives ont été conservées dans le grenier de l'école communale de Thulin, où des chercheurs ont pu les consulter.

Nous disposons du rapport d'inspection et de mesurage des archives de la commune d'Hensies dressé par les Archives de l'État, inspection menée par Claude Depauw le 24 février 2000⁸. Les archives sont à ce moment entreposées dans les locaux de la maison communale à Hensies (grenier et local annexe). Les conditions de conservation y sont mauvaises. Le désordre est tel que l'archiviste n'est pas en mesure de distinguer les archives des quatre communes fusionnées.

Le 30 août 2007, Laurent Honnoré, archiviste aux Archives de l'État à Mons, effectue une inspection des archives du CPAS d'Hensies, qui occupe l'ancienne maison communale de Thulin. Dans le grenier de ce bâtiment, il découvre des archives provenant de trois anciennes communes de l'entité (Hainin, Montroëul-sur-Haine et Thulin). Les conditions de conservation y sont déplorables et le classement inexistant.

⁴ Voir le numéro 31 du présent inventaire.

⁵ Voir le numéro 32 du présent inventaire.

⁶ Voir le numéro 7 du présent inventaire.

⁷ L. HONNORÉ, *Les maisons communales de Hainin*, dans *Hôtels de ville et maisons communales en Hainaut du moyen âge à nos jours. Monographies*, Mouscron, 1995, p. 139-142.

⁸ AÉ Mons, Archives du secrétariat, Dossiers d'inspection des archives communales, Hensies.

2. ACQUISITION

En 1884, Léopold Devillers, conservateur des Archives de l'État à Mons, accuse réception de documents des XVI^e-XVIII^e siècles provenant de l'ancien greffe échevinal⁹. Ces archives ont été détruites dans l'incendie des Archives de l'État à Mons en mai 1940.

Les archives ont été déposées par la commune d'Hensies en 2011-2012 (registre des entrées n° 2124, 2132, 2137, 2141, 2151, 2153). Les registres de population de 1910 à 1976 ont été déposés le 18 septembre 2019 (registre des entrées n° 2559). La convention de dépôt est datée du 6 février 2019.

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune d'Hainin, principalement entre 1816 et 1977.

Quelques documents remontent à l'ancien régime. Le plus ancien est un bail passé en 1764 relatif à la mise en location de terres appartenant aux pauvres d'Hainin¹⁰. On relève également un acte scellé de 1783 par lequel le Conseil souverain de Hainaut autorise la communauté d'Hainin à paver le chemin qui traverse le village¹¹.

Les archives sont lacunaires, en raison principalement des destructions d'archives intervenues au moment de la fusion des communes ou peu après celle-ci et lors des déménagements successifs. Toutefois, une proportion significative de documents remonte au XIX^e siècle.

Les séries de registres aux délibérations du conseil communal (1842-1946, 1953-1976) et du collège des bourgmestre et échevins (1836-1949, 1975-1976) sont incomplètes.

Les registres de la population sont en revanche complets (1847-1980). Les cinq volumes de la matrice cadastrale primitive (1835-1925) sont également présents.

Les budgets et les comptes communaux (1816-1976), les listes électorales (1845-1860 et 1954-1976), les dossiers de procès-verbaux des élections communales (1848-1860 et 1921-1970), les dossiers de levées de milice (à partir de 1816) et les permis de bâtir (1948-1974) sont les principales séries conservées. Les chapitres relatifs aux travaux publics et à l'enseignement sont assez bien représentés.

Procédons par grandes séries d'archives :

1. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les

⁹ Voir le numéro 33 du présent inventaire.

¹⁰ Voir le numéro 905 du présent inventaire.

¹¹ Voir le numéro 907 du présent inventaire.

décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

2. FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

3. PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

4. ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

5. POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

6. ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

7. AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être

appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

8. TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

9. ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écouliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

10. BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIX^e siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

11. CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant

aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIX^e et XX^e siècles.

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles, Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles, Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

PLISNIER Flore. *Archives produites par les communes wallonnes (excepté les communes de la Communauté germanophone)*. Bruxelles, Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2019 (Tableaux de gestion et tableaux de tri, 252).

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste consultables sur le Géoportail de la Wallonie¹². L'absence de dépôt s'explique par leur utilité administrative pour les services et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du Tribunal de première instance) aux Archives de l'État.

Par ailleurs, il est possible que des certains dossiers commencés avant 1977 et toujours utiles pour les services soient encore conservés dans les bureaux de l'administration communale d'Hensies.

D. MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif¹³. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été

¹² <http://geoportail.wallonie.be>.

¹³ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou *a posteriori*, lors de leur « archivage », par une personne étrangère au service.

produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

- Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.
- Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne¹⁴. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements
- XIV. Vie économique
- XV. Affaires sociales et réglementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

¹⁴ GADEYNE G., *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 – ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

C. LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

D. CARACTÉRISTIQUES MATÉRIELLES ET CONTRAINTES TECHNIQUES

Une partie des documents ont été abimés par l'humidité et ne sont dès lors pas consultables.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

Une importante série de documents produits par la commune d'Hainin pendant la Première Guerre mondiale a été collectée après celle-ci par la Commission des Archives de la Guerre et a été inventoriée dans une collection distincte¹⁵.

Pour compléter l'information contenue dans le présent inventaire, le chercheur pourra aussi consulter les documents produits par les établissements publics directement liés à la commune, à savoir la Fabrique d'église, le Bureau de bienfaisance et la Commission des hospices civils, ces deux derniers devenant en 1925 la Commission d'assistance publique. Des archives de ces quatre producteurs ont fait l'objet d'un dépôt aux Archives de l'Etat à Mons. Notons également le dossier d'enquête du Comité Hannonia relatif à la commune d'Hainin¹⁶.

Le chercheur pourra recourir aux archives des autorités provinciales exerçant la tutelle sur les communes. Malheureusement, les archives provinciales hainuyères postérieures à 1830 ont été détruites en 1940 en même temps que les documents conservés dans le bâtiment des Archives de l'État. Les archives subsistantes et les documents produits au niveau provincial depuis 1940 ont disparu en 1990 dans l'incendie du bâtiment qui les conservait à Mons (le Delta-Hainaut). Seules les archives des périodes française et hollandaise (Administration centrale et Préfecture du département de Jemappes de 1795 à 1814, Gouvernement provincial du Hainaut de 1814 à 1830) sont toujours conservées aux Archives de l'État à Mons.

Les archives des administrations de l'État qui ont été directement en relation avec les autorités communales offrent également de nombreuses possibilités de recherche pour l'histoire

¹⁵ P.-J. NIEBES, *Inventaire des archives de communes de la Province de Hainaut relatives à la guerre 1914-1918 issues de la collection des Archives de la Guerre (1914 – 1919)*, Bruxelles, 2015 (Archives de l'État à Mons. Inventaires, n° 126), p. 18-21.

¹⁶ AÉ Mons, Comité Hannonia, n° 180.

locale : Ministère de l'Intérieur, administrations des Finances (Enregistrement, Hypothèques, Cadastre), des Travaux publics (Ponts et Chaussées, Urbanisme), institutions judiciaires (cours et tribunaux), notaires, etc. Ces archives sont conservées tant au niveau des administrations centrales (aux Archives générales du Royaume à Bruxelles), qu'au niveau des services déconcentrés (aux Archives de l'État à Mons). Les inventaires d'un grand nombre de fonds et collections des Archives de l'État, accessibles via le moteur de recherche search.arch.be ou via le portail cartographique www.cartesius.be, permettent d'approfondir la recherche sur un grand nombre de sujets dépassant les frontières communales.

Différentes sources imprimées sont également disponibles. Il s'agit notamment du *Mémorial administratif de la province de Hainaut*, de l'*Almanach administratif de la province de Hainaut*, qui devient l'*Annuaire administratif de la province de Hainaut*, et de l'*Almanach royal*. Le lecteur y trouvera, année par année, des informations telles que la liste des bourgmestre, échevins et conseillers, le nom du secrétaire et du receveur communal, ceux du commissaire de police, du garde champêtre et des cantonniers, le nombre d'habitants ou encore le montant du cens électoral.

B. BIBLIOGRAPHIE

DE SEYN E., *Dictionnaire historique et géographique des communes belges*, 2^e éd., Bruxelles, 1933.

HASQUIN H., *Communes de Belgique, dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 1 et 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980.

Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Hainaut, Bruxelles, 2009.

HONNORÉ L., *Les maisons communales de Hainin*, dans *Hôtels de ville et maisons communales en Hainaut du moyen âge à nos jours. Monographies*, Mouscron, 1995, p. 139-142.

HONNORÉ P., *Hainin. Tranches de vie paroissiale*, s.l., 1989.

LOMBRY E., *Notice monographique sur le village de Hainin*, Namur, 1904.

VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen*, Louvain, 2000, 3 vol.

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

L'inventaire a été réalisée par Laurent Honnoré, chef de travaux aux Archives de l'État à Mons, avec l'aide de Loïc Burelle, assistant administratif.

Laurent Honnoré a également rédigé la Description générale du fonds. Ce travail a été terminé en juin 2024.

L'inventaire est conforme à la norme ISAD(G) et aux *Directives relatives au contenu et à la forme d'un inventaire d'archives* des Archives de l'État (version d'août 2014).

INVENTAIRE

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- 1-2. Procès-verbaux des séances.
1836-1849, 1912-1928. 2 volumes
1. 17 novembre 1836 – 27 août 1849.
2. 27 janvier 1912 – 14 décembre 1928.
- 3-6. Registres des délibérations.
1842-1916, 1953-1976. 4 volumes
3. 31 décembre 1842 – 26 décembre 1866.
4. 27 janvier 1867 – 12 octobre 1916.
5. 10 janvier 1953 – 7 juillet 1976.
Contient une note datée du 25 novembre 1981, sous la forme d'une page collée au revers la couverture et précisant que l'avant-dernier registre des délibérations du collège échevinal est manquant.
6. 25 septembre 1976 – 30 décembre 1976.
7. Rapports annuels sur la situation des affaires de la commune.
1845-1859. 1 chemise
8. Ordres du jour.
1856. 1 chemise
9. Extraits du registre aux délibérations.
1945, 1949, 1953-1954. 1 chemise

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 10-12. Registres des délibérations.
1836-1949, 1975-1976. 3 volumes
10. 3 novembre 1836 – 18 octobre 1913.
11. 29 octobre 1913 – 17 septembre 1949.
12. 15 mai 1975 – 28 décembre 1976.

C. RÉPERTOIRES

13. Répertoires des actes de l'administration assujettis à l'enregistrement.
1822-1902. 1 chemise

D. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

14. Correspondance entrante et sortante avec le commissaire d'arrondissement de Mons.
1845-1861, 1891. 1 chemise

- 15-19. Registres de la correspondance sortante.
1911-1927, 1939-1958. 5 volumes
15. 9 septembre 1911 – 1^{er} octobre 1919.
16. 4 octobre 1919 – 28 juin 1927.
17. 11 octobre 1939 – 25 avril 1942.
18. 25 avril 1942 – 8 juin 1949.
19. 9 juin 1949 – 13 janvier 1958.
20. Registre indicateur de la correspondance sortante.
1959-1974. 1 volume
21. Registre indicateur de la correspondance entrante.
1961-1973. 1 volume

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. CRÉATION, DÉNOMINATION, SUPPRESSION OU FUSION

22. Dossier relatif à la fusion des communes.
1963, 1965, 1972-1975. 1 chemise

2. SCEAU

23. Tampons de la commune.
[3^e quart du XX^e siècle]. 2 pièces

3. PARTICIPATION À DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

a. Association intercommunale pour le Démergement et l'Assainissement de la Vallée de la Haine.

24. Projet de statuts.
[1950]. 1 cahier
En deux exemplaires.

b. Société intercommunale de l'Électricité des Régions de Mons et du Borinage

25. Dossier relatif à la participation de la commune.
1952-1960, 1975. 1 liasse

c. Intercommunale d'Œuvres sociales pour l'Arrondissement de Mons

26. « Des objectifs pour l'Intercommunale d'Œuvres sociales ». Allocution du sénateur Max Bury à Saint-Ghislain devant les bourgmestres et échevins de l'arrondissement de Mons.
30 septembre 1972. 1 pièce

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES**1. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS**

- 27-29. Dossiers relatifs aux bourgmestres, échevins et conseillers communaux.
1845-1878, 1941-1975. 2 liasses et 1 chemise
27. 1845-1878. 1 chemise
28. 1941-1957. 1 liasse
29. 1958-1975. 1 liasse
30. Pièces relatives au type de signatures des bourgmestre et échevins.
1848-1861. 1 chemise

C. ARCHIVES

31. Inventaires des archives trouvées chez Jacques-Joseph Wattier, bourgmestre démissionnaire.
1825. 2 pièces
En mauvais état. Non consultable.
32. Répertoire alphabétique par matière et chronologique des archives communales produites entre 1819 et 1860.
1856-1860. 1 cahier
33. Lettre de Léopold Devillers, conservateur des Archives de l'État à Mons, accusant réception de documents des XVI^e-XVIII^e siècles provenant de l'ancien greffe échevinal.
18 octobre 1884. 1 pièce
Décrit les séries versées. Ces documents ont été détruits dans l'incendie des Archives de l'État à Mons en mai 1940.
En mauvais état. Non consultable.

D. PERSONNEL DES SERVICES**1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS**

34. Dossier relatif au paiement d'allocations compensatoires au personnel communal.
1944-1951. 1 chemise
35. Dossier relatif au statut pécuniaire du personnel communal.
1947-1952. 1 liasse
Concerne aussi la nomination d'un garde-champêtre communal.

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

36. Lettre au commissaire d'arrondissement relative au secrétaire communal Pierre-Augustin Lengrand.
27 février 1850. 1 pièce
- 37-39. Dossiers individuels des secrétaires communaux.
1868, 1910-1955, 1959.
37. Paul Lecocq.
1868. 1 chemise
38. Albert Mahieu.
1910-1955. 1 chemise

- | | | |
|-----|---|-----------|
| 39. | Émile Paras.
1959. | 3 pièces |
| 40. | Dossier relatif à la nomination d'Augustin Lescot en tant que receveur communal et receveur du bureau de bienfaisance.
1898. | 2 pièces |
| 41. | Dossier individuel d'Albert Cornette, garde-champêtre et cantonnier.
1947-1958. | 1 chemise |
| 42. | Dossier individuel de Marie Amand, employée communale.
1950-1954. | 1 chemise |

III. PATRIMOINE

A. GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|------|--|-----------|
| 43. | Livre sommier des biens et droits immobiliers, rentes et valeurs de portefeuille productives d'intérêt.
[3 ^e quart du XX ^e siècle]. | 1 volume |
| 955. | Pièces relatives à des sondages géologiques réalisés par la Faculté polytechnique de Mons sur un terrain communal servant de plaine de jeux.
1970, 1975-1976. | 1 chemise |

B. BIENS IMMOBILIERS

- | | | |
|--------|---|------------------------|
| 44-45. | Procès-verbaux d'adjudication de la location de biens communaux dénommés « les grand et petit marets ».
1797, 1809. | |
| 44. | 29 mars 1797.
En mauvais état. Non consultable. | 1 cahier |
| 45. | 13 mars 1809.
En mauvais état. Non consultable. | 1 cahier |
| 913. | Procès-verbal d'adjudication de la location des rivages et dépôts de charbon appartenant à la commune.
1807. | 1 pièce |
| 46. | Pièces relatives à la vente de parcelles relevant des biens cédés à la Caisse d'amortissement par la loi du 20 mars 1813.
1813, 1833, 1844, 1852.
En mauvais état. Non consultable. | 1 chemise |
| 47. | Procès-verbal d'adjudication de la location de prairies.
28 mars 1815.
En mauvais état. Non consultable. | 1 cahier |
| 48-50. | Pièces relatives à la gestion et à la mise en location de biens immobiliers appartenant à la commune.
1821-1880, 1931-1976. | 1 liasse et 2 chemises |
| 48. | 1821-1880.
En mauvais état. Non consultable. | 1 liasse |
| 49. | 1833-1877. | 1 chemise |

50. 1931-1976. 1 chemise
Concerne aussi la location du droit de chasse.
51. Expédition d'un acte d'acquisition d'une parcelle de pré située à Hainin, passé devant le notaire Louis-Paulin-Joseph Harmignies. 1 pièce
22 juin 1846.
En mauvais état. Non consultable.
52. Pièces relatives à l'acquisition d'une partie de prairie. 1 chemise
1846.
53. Pièces relatives aux propriétés appartenant à la commune. 1 chemise
1847, 1852, 1853, 1862.
54. Pièces relatives aux bâtiments communaux affectés au culte (église et presbytère) et à l'enseignement primaire. 1 chemise
1858.
55. Pièces relatives à la vente de deux parties de prés. 1 chemise
1864.

C. BIENS MOBILIERS

56. Procès-verbaux de vente d'herbes à regains croissant sur les prairies appartenant à la commune. 1 chemise
1803-1807.
En mauvais état. Non consultable.
57. Pièces relatives à la vente de branches provenant de l'élagage d'arbres. 1 chemise
1840, 1851-1853.
En mauvais état. Non consultable.
58. Dossier relatif à la vente d'arbres. 1 chemise
1846-1887, 1954.

D. ACTIFS FINANCIERS

59. Pièces relatives à la gestion de rentes et capitaux. 1 chemise
1853-1854, 1864, 1871, 1878.

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

60. Pièces relatives à la liquidation des comptes de Louis-Marie-Joseph Harcq, ancien receveur des vingtièmes du canton de Saint-Ghislain, pour les années 1776 à 1793. 1 chemise
1801/1802 (an X) – 1805.
En mauvais état. Non consultable.
61. Tableau de la situation financière de la commune entre 1850 et 1856. 1 pièce
1856.
62. Pièces relatives à la situation financière de la commune. 1 chemise
1856, 1860, 1865.

63. Lettre de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite indiquant la part revenant à la commune dans le fonds institué par la loi du 18 juillet 1860 qui abolit les octrois.
26 mars 1868. 1 pièce
- 64-65. Dossiers relatifs à la situation financière de la commune et à la gestion de la dette communale.
1916-1933, 1944, 1955-1975.
64. 1916-1933. 1 chemise
65. 1944, 1955-1975. 1 chemise
Concerne également les emprunts auprès du Crédit communal.
66. Tableaux indiquant le montant présumé des quotes-parts de la commune dans le Fonds communal d'Assistance publique et le Fonds des Communes.
1949-1950. 1 chemise
67. Dossier relatif aux difficultés financières de la commune.
1956-1958. 1 liasse

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 68-80. Budgets annuels.
1816-1822, 1827-1853, 1855-1856, 1900-1905, 1907-1910, 1911, 1913-1934, 1937-1939, 1946-1949, 1952, 1960-1972, 1974-1977. 5 chemises et 8 liasses
68. 1816-1822. 1 chemise
69. 1827-1830. 1 chemise
70. 1831-1840. 1 chemise
71. 1841-1850. 1 chemise
72. 1851-1853, 1855-1856. 1 chemise
Le budget de l'année 1853 est incomplet.
73. 1900-1905, 1907-1910. 1 liasse
74. 1911, 1913-1920. 1 liasse
75. 1921-1930. 1 liasse
76. 1931-1934, 1937-1939. 1 liasse
77. 1946-1949, 1952. 1 liasse
78. 1960-1965. 1 liasse
79. 1966-1969. 1 liasse
80. 1970-1972, 1974-1977. 1 liasse
81. Relevés des créances et des parties de crédit à reporter à l'exercice suivant pour le paiement des dépenses régulièrement engagées au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, mais non encore réglées le 31 mars suivant.
1951-1953. 1 chemise

2. EMPRUNTS

Voir également les n^{os} 65, 734.

82. Correspondance avec le Crédit communal de Belgique.
1938, 1953-1976. 1 liasse

83. Dossier relatif aux emprunts.
1952-1971. 1 chemise
Concerne les emprunts pour la réalisation de travaux de voirie, d'aménagement des écoles, de la maison communale et de la maison d'instituteur, la réfection de la tour de l'église et l'amélioration d'un chemin.

C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. GÉNÉRALITÉS

917. Dossier relatif à une créance due par la commune envers Alphonse Lescot, ancien receveur communal.
1938-1943. 1 chemise
84. Correspondance reçue du receveur communal régional.
1951-1954. 1 chemise

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

85. Registre d'inscription et de contrôle des dépenses.
1911-1914. 1 volume

3. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

- 86-141. Comptes annuels et pièces justificatives.
1816-1864, 1885-1892. 19 liasses, 35 chemises et 2 pièces
86. 1816. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
87. 1817. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
88. 1818. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
89. 1819. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
90. 1820. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
91. 1821. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
92. 1822-1823. 1 liasse
Contient les pièces justificatives.
93. 1824. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
94. 1825. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
95. 1826. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
96. 1827. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
97. 1828. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
98. 1829. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.
99. 1830. 1 chemise
Contient les pièces justificatives.

100.	1831. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
101.	1832. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
102.	1833. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
103.	1834. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
104.	1835. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
105.	1836. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
106.	1837. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
107.	1838. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
108.	1839. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
109.	1840. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
110.	1841. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
111.	1842. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
112.	1843. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
113.	1844. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
114.	1845. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
115.	1846. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
116.	1847. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
117.	1848. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
118.	1849. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
119.	1850. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
120.	1851. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
121.	1852. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
122.	1853. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
123.	1854. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
124.	1855. Uniquement les pièces justificatives.	1 liasse
125.	1856. Contient les pièces justificatives.	1 liasse

126.	1857. Uniquement les pièces justificatives.	1 liasse
127.	1858. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
128.	1859. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
129.	1860. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
130.	1861. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
131.	1862. Contient les pièces justificatives.	1 chemise
132.	1863. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
133.	1864. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
134.	1885. Uniquement le compte.	1 pièce
135.	1886. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
136.	1887. Uniquement le compte.	1 pièce
137.	1888. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
138.	1889. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
139.	1890. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
140.	1891. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
141.	1892. Contient les pièces justificatives.	1 liasse
142-146.	Comptes annuels. 1900-1905, 1907-1908, 1910-1930, 1931-1934, 1937-1950, 1960-1975.	7 liasses
142.	1900-1905, 1907-1908, 1910-1930.	
143.	1931-1934, 1937-1940.	
918.	1941-1944.	
919.	1945-1950.	
144.	1960-1967.	
145.	1968-1971.	
146.	1972-1975.	
147-168.	Pièces justificatives aux comptes. 1900-1976.	103 liasses et 1 pièce
147.	1900.	
148.	1901.	
149.	1902.	
150.	1904.	
151.	1905.	
152.	1907.	
153.	1908.	

154. 1909. 1 pièce
Il s'agit du compte des dépenses et recettes du service ordinaire des écoles d'adultes, formant appendice au compte communal.
155. 1910. Dépenses.
156. 1913.
157. 1914.
158. 1915.
159. 1916.
160. 1917.
161. 1918. Dépenses.
162. 1919. Dépenses.
163. 1920.
164. 1921.
165. 1922.
166. 1923.
920. 1931.
921. 1932.
167. 1933.
168. 1934.
- 169-170. 1937.
169. Recettes.
170. Dépenses.
- 171-172. 1938.
171. Recettes.
172. Dépenses.
- 173-174. 1939.
173. Recettes.
174. Dépenses.
- 922-923. 1942.
922. Recettes.
923. Dépenses.
- 175, 924. 1943.
175. Recettes.
924. Grand livre des recettes et des dépenses.
- 176-925. 1944.
176. Recettes et dépenses.
Documents en mauvais état. Non consultables.
925. Grand livre des recettes et des dépenses.
926. 1945. Grand livre des recettes et des dépenses.
- 177-178. 1946.
177. Recettes.
178. Dépenses.
- 177-178. 1946.
177. Recettes.
178. Dépenses.

- 927-928. 1947.
927. Recettes.
928. Dépenses.
- 929-180. 1948.
929. Recettes.
930. Dépenses.
179. Grand livre des recettes.
180. Grand livre des dépenses.
- 181-182. 1949.
181. Recettes.
182. Dépenses.
- 183-933. 1951.
183. Recettes.
931. Dépenses (1^{ère} partie).
932. Dépenses (2^e partie).
933. Grand livre des dépenses.
- 934-936. 1952.
934. Recettes.
935. Dépenses.
936. Grand livre des recettes et des dépenses.
184. 1953. Recettes.
- 185-186. 1954.
185. Recettes.
186. Dépenses.
187. 1955. Recettes.
- 937-939. 1956.
937. Recettes.
938. Dépenses.
939. Grand livre des recettes et des dépenses.
- 188-189. 1957.
188. Recettes.
189. Grand livre des dépenses.
- 190-940. 1958.
190. Recettes.
191. Dépenses.
940. Grand livre des recettes et des dépenses.
- 941, 192. 1959.
941. Grand livre des recettes.
192. 1959. Grand livre des dépenses.
- 942, 193. 1960.
942. Grand livre des recettes et des dépenses.
193. 1960. Recettes.

- 943-194. 1961.
943. Recettes.
944. Dépenses.
945. Grand livre des recettes et des dépenses (1^{ère} partie).
194. Grand livre des recettes et des dépenses (2^e partie).
195. 1962. Grand livre des recettes et des dépenses.
- 946-947. 1963.
946. Recettes.
947. Dépenses.
- 948-196. 1964.
948. Recettes.
949. Dépenses.
196. Grand livre des recettes et des dépenses.
- 197-198. 1965.
197. Recettes.
198. Dépenses.
199. 1967. Grand livre des recettes.
200. 1967. Dépenses.
- 950-952. 1966.
950. Recettes.
951. Dépenses.
952. Grand livre des recettes et des dépenses.
953. 1967. Recettes
- 201-202. 1968.
201. Recettes.
202. Dépenses.
- 203-204. 1969.
203. Recettes.
204. Dépenses.
205. 1970. Dépenses.
- 206-207. 1972.
206. Recettes.
207. Dépenses.
- 208-209. 1973.
208. Recettes.
209. Dépenses.
- 210-211. 1974.
210. Recettes.
211. Dépenses.
- 212-213. 1975.
212. Recettes.
213. Dépenses.
954. 1976. Dépenses.

4. DOCUMENTS CONCERNANT L'ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR

- 214-215. Dossier relatif au cautionnement du receveur de la commune et du Bureau de Bienfaisance.
1850-1858. 2 chemises
214. Nicolas-Joseph Lebrun.
1850-1851.
215. François-Joseph Lescot.
1854, 1858.

D. IMPOSITIONS ET TAXES**1. IMPÔTS COMMUNAUX**

216. Dossier relatif à l'établissement et à la perception du droit de chausséage établi sur les chemins pavés et empierrés de la commune et des communes voisines.
1846-1889. 1 liasse
Contient deux plans (1848, 1869).
217. Dossier relatif à l'adjudication de la perception du droit de barrière établi sur les chemins pavés de la commune.
1853-1869, 1889. 1 chemise
- 218-232. Dossiers relatifs à la perception des taxes.
1911-1976. 4 liasses, 10 chemises et 6 pièces
218. Sur les chiens.
1911-1941. 1 chemise
219. Sur les façades des habitations.
1921. 3 pièces
220. Sur les chevaux, bétail et véhicules à ressort.
1921-1922. 1 chemise
221. Sur les voitures et charrettes à ressort et suspendues.
1921-1932. 1 chemise
222. Sur les débitants de boissons fermentées et spiritueuses, de tabac, cigares et cigarettes.
1921-1937. 1 chemise
223. Sur le personnel occupé et la force motrice.
1922, 1949-1976. 1 liasse
224. Sur l'entretien de la voirie.
1923, 1931-1941. 1 liasse
225. Sur les pigeonniers.
1926-1936. 1 chemise
226. Sur les vélocipèdes.
1926-1953. 1 chemise
227. Sur les débits de tabac, cigares et cigarettes.
1948-1976. 1 liasse
228. Sur les spectacles et divertissements.
1949-1955. 1 chemise
229. Sur l'enlèvement des immondices.
1952-1955. 1 chemise

230.	Sur les véhicules automobiles. 1962-1974.	1 chemise
231.	Sur les serveuses de bar. 1970-1976.	1 chemise
232.	Sur les droits de place. 1974-1976.	3 pièces
233.	Dossier relatif à la perception des centimes additionnels aux taxes provinciales et à l'impôt foncier. 1935-1956.	1 liasse
234.	Dossier relatif aux réclamations et dégrèvements en matière fiscale. 1937-1949. Concerne également les taxes provinciales.	1 chemise
235.	Dossier relatif aux demandes de réduction en matière de contribution foncière. 1939-1940.	1 chemise
236-237.	Journal auxiliaire des impositions et taxes. 1946-1963.	2 volumes
236.	1946-1958.	
237.	1958-1963.	
238.	Rôle de la taxe communale spéciale correspondant à 30 % de la taxe professionnelle sur les traitements, salaires et pensions. 1947-1948.	2 pièces
239.	Rôle de la taxe communale à charge des personnes et sociétés qui occupent des ouvriers. 1950.	1 pièce
240.	État des contribuables soumis à la taxe sur les panneaux publicitaires. 1975.	1 pièce
2. IMPÔTS PROVINCIAUX		
241.	Pièces relatives à la publication du rôle de la taxe provinciale sur les chiens. 1845.	2 pièces
242.	Dossier relatif à la perception de la redevance proportionnelle sur les mines. 1853-1868. Concerne la mine de charbon du Grand Hainin, qui n'est plus en exploitation.	1 chemise
243.	États des établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes en vue de la perception des taxes provinciales sur ces établissements. 1922, 1949-1976.	1 liasse
---	Relevés des déclarations. 1926-1976.	2 liasses et 1 chemise
912.	Sur le personnel occupé et la force motrice. 1926-1976.	1 liasse
244.	Sur les domestiques et gens de maison, chiens, chevaux, poneys, dépôts de mitraille, de pneus ou de véhicules usagés situés en plein air. 1946-1975.	1 liasse

245. Sur les commerçants de boissons fermentées ou spiritueuses à emporter.
1953-1971. 1 chemise
246. Déclarations pour la taxe sur les appareils distributeurs de carburants ou lubrifiants fixes ou mobiles, installés sur la voie publique ou en terrain privé le long de la voie publique.
1965-1971, 1975. 1 chemise

3. IMPÔTS D'ÉTAT

247. Déclarations de succession de personnes décédées.
1929-1937. 1 liasse
248. Dossier relatif à la révision générale parcellaire ordonnée par la loi du 13 juillet 1930.
1930-1933. 1 chemise
249. Dossier relatif à la désignation d'un délégué communal auprès de la Commission fiscale du Contrôle des Contributions de Saint-Ghislain.
1930-1954. 1 chemise
250. Tableaux indiquant le montant présumé des parts et des additionnels dans les perceptions en matière d'impôts d'État.
1950, 1952. 2 pièces
251. Dossier relatif à l'organisation des opérations de la péréquation générale des revenus cadastraux prescrite par la loi du 14 juillet 1955.
1955-1956. 1 chemise

E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE

- 252-256. Matrice cadastrale.
[1835-1925]. 5 volumes
252. Volume 1. Articles 1-155.
253. Volume 2. Articles 156-274.
254. Volume 3. Articles 275-442.
255. Volume 4. Articles 443-616.
256. Volume 5. Articles 617-628.
257. « Registre indiquant les divisions de classement des parcelles pour lesquelles ces indications n'ont pu, à défaut d'espace, être portées dans les colonnes à ce destinées du tableau indicatif supplémentaire et de la matrice cadastrale ».
1848-1913. 1 cahier
258. Pièces relatives à la conservation des archives cadastrales déposées dans les communes.
1951-1952. 2 pièces

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 259-261. Tables alphabétiques des registres d'état civil.
1871-1880. 3 cahiers
259. Actes de naissances.
260. Actes de mariages.
261. Actes de décès.
262. Pièces relatives à des informations en matière d'état civil concernant des habitants de la commune.
1919-1960. 1 chemise
- 263-264. Registres des naissances et des décès survenus dans une autre commune.
1958-1976. 2 volumes
263. 1958-1973.
264. 1974-1976.

B. CIMETIÈRE ET FUNÉRAILLES

265. Dossier relatif à l'octroi de concessions de sépulture.
1914, 1938, 1950-1977. 1 liasse
Contient un plan du nouveau cimetière.
266. Dossier relatif au transport de corps de personnes décédées dans une autre commune et à leur inhumation dans la commune.
1922-1974. 1 chemise
267. Règlement concernant le cimetière.
[3^e quart du XX^e siècle]. 1 pièce
268. Dossier relatif aux inhumations et aux mesures de police dans le cimetière communal à l'occasion de la Toussaint.
1956-1962. 1 chemise
269. Registre des permis d'inhumation.
1956-1968. 1 cahier
270. Dossier relatif à l'entreprise des transports funèbres.
1962-1974. 1 chemise
271. Dossier relatif à la perception de la taxe communale sur les transports funèbres.
1963-1976. 1 chemise

C. AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT L'ÉTAT CIVIL

272. Pièces relatives à des procédures de naturalisation.
1941-1979. 1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

273-330.	Statistiques du mouvement de la population et de l'état civil. 1845-1859, 1910-1913, 1919-1950, 1952-1958.	58 chemises
273.	1845.	
274.	1846.	
275.	1847.	
276.	1848.	
277.	1849.	
278.	1850.	
279.	1851.	
280.	1852.	
281.	1853.	
282.	1854.	
283.	1855.	
284.	1856.	
285.	1857.	
286.	1858.	
287.	1859.	
288.	1910.	
289.	1911.	
290.	1912.	
291.	1913.	
292.	1919.	
293.	1920.	
294.	1921.	
295.	1922.	
296.	1923.	
297.	1924.	
298.	1925.	
299.	1926.	
300.	1927.	
301.	1928.	
302.	1929.	
303.	1930.	
304.	1931.	
305.	1932.	
306.	1933.	
307.	1934.	
308.	1935.	
309.	1936.	
310.	1937.	
311.	1938.	
312.	1939.	
313.	1940.	
314.	1941.	
315.	1942.	

316.	1943.	
317.	1944.	
318.	1945.	
319.	1946.	
320.	1947.	
321.	1948.	
322.	1949.	
323.	1950.	
324.	1952.	
325.	1953.	
326.	1954.	
327.	1955.	
328.	1956.	
329.	1957.	
330.	1958.	
331-332.	Registres de la population. 1847-1856.	2 volumes
331.	Volume 1.	
332.	Index alphabétique.	
333-335.	Registres de la population. 1857-1866.	3 volumes
333.	Volume 1. En mauvais état. Non consultable.	
334.	Volume 2. En mauvais état. Non consultable.	
335.	Index alphabétique. En mauvais état. Non consultable.	
336-338.	Registres de la population. 1867-1890.	3 volumes
336.	Volume 1.	
337.	Volume 2.	
338.	Index alphabétique. En mauvais état. Non consultable.	
339.	Registres de la population. 1891-1900. En mauvais état. Non consultable.	1 volume
340-341.	Registres de la population. 1911-1920.	2 volumes
340.	Volume 1.	
341.	Volume 2.	
342-344.	Registres de la population. 1921-1930.	3 volumes
342.	Volume 1.	
343.	Volume 2.	
344.	Index alphabétique. Index reconstitué. Contient aussi la période 1931-1947.	

- 345-348. Registres de la population
1931-1947. 4 volumes
345. Volume 1.
346. Volume 2.
347. Volume 3.
- Index alphabétique.
Index reconstitué.
Conservé dans le n° 344 de cet inventaire.
348. Index alphabétique des chefs de famille.
Renvoie aux pages de l'index alphabétique primitif, qui est perdu.
- 349-352. Registre de la population.
1948-1960. 4 volumes
349. Volume 1 (f°s 1-150).
350. Volume 2 (f°s 151-300).
351. Volume 3 (f°s 301-399).
352. Index alphabétique.
Index reconstitué.
Contient aussi la période 1961-1970.
- 353-354. Registres de la population.
1961-1970. 2 volumes
353. Volume 1 (f°s 1-300).
354. Volume 2 (f°s 301-506).
- Index alphabétique.
Index reconstitué.
Conservé dans le n° 352 de cet inventaire.
- 355-358. Registres de la population.
1971-1977. 3 volumes et 1 chemise
355. Volume 1 (f°s 1-163). 1 volume
356. Volume 2 (f°s 161[sic]-294). 1 volume
- 357-358. « Registre cimetière ».
Feuilles retirées des deux premiers volumes.
357. F°s 1-50. 1 volume
358. F°s 105, 157, 503-507, 509, 511. 1 chemise
Feuilles non reliées.
- 359-405. Certificats de changement de résidence produits dans le cadre d'entrées.
1907-1953. 47 chemises
359. 1907.
360. 1908.
361. 1909.
362. 1910.
363. 1911.
364. 1912.
365. 1913.
366. 1914.
367. 1915.
368. 1916.
369. 1917.
370. 1918.

371.	1919.
372.	1920.
373.	1921.
374.	1922.
375.	1923.
376.	1924.
377.	1925.
378.	1926.
379.	1927.
380.	1928.
381.	1929.
382.	1930.
383.	1931.
384.	1932.
385.	1933.
386.	1934.
387.	1935.
388.	1936.
389.	1937.
390.	1938.
391.	1939.
392.	1940.
393.	1941.
394.	1942.
395.	1943.
396.	1944.
397.	1945.
398.	1946.
399.	1947.
400.	1948.
401.	1949.
402.	1950.
403.	1951.
404.	1952.
405.	1953.

406-474. Certificats de changement de résidence produits dans le cadre de sorties.
1907-1975. 69 chemises

406.	1907
407.	1908.
408.	1909.
409.	1910.
410.	1911.
411.	1912.
412.	1913.
413.	1914.
414.	1915.
415.	1916.
416.	1917.

417.	1918.
418.	1919.
419.	1920.
420.	1921.
421.	1922.
422.	1923.
423.	1924.
424.	1925.
425.	1926.
426.	1927.
427.	1928.
428.	1929.
429.	1930.
430.	1931.
431.	1932.
432.	1933.
433.	1934.
434.	1935.
435.	1936.
436.	1937.
437.	1938.
438.	1939.
439.	1940.
440.	1941.
441.	1942.
442.	1943.
443.	1944.
444.	1945.
445.	1946.
446.	1947.
447.	1948.
448.	1949.
449.	1950.
450.	1951.
451.	1952.
452.	1953.
453.	1954.
454.	1955.
455.	1956.
456.	1957.
457.	1958.
458.	1959.
459.	1960.
460.	1961.
461.	1962.
462.	1963.
463.	1964.
464.	1965.

- 465. 1966.
- 466. 1967.
- 467. 1968.
- 468. 1969.
- 469. 1970.
- 470. 1971.
- 471. 1972.
- 472. 1973.
- 473. 1974.
- 474. 1975.

475. Registre des sorties.
1972-1977. 1 volume

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

- 476-477. Dossier relatif à l'organisation et aux résultats des recensements généraux de la population, de l'agriculture et de l'industrie.
1846-1857. 2 chemises
476. Au 31 décembre 1846.
1846-1849.
477. Au 31 décembre 1856.
1856-1857.
Contient un relevé nominatif des exploitants agricoles.
478. Dossier relatif à la renumérotation des maisons en vue du recensement général de la population au 31 décembre 1960.
1960. 1 chemise
Contient des relevés des propriétaires et des occupants des habitations.
- 479-480. Tableaux présentant les résultats du recensement de la population au 31 décembre 1970.
1970. 2 cahiers
479. Volume 1.
480. Volume 2.
481. Bulletins de ménage dressés dans le cadre du recensement de la population au 31 décembre 1970.
1970. 1 liasse
482. Tableaux présentant les résultats du recensement des logements au 31 décembre 1970.
1970. 1 cahier
483. Pièces relatives à la liste des voies publiques de la commune.
1973. 2 pièces

C. ÉTRANGERS

Voir aussi le n° 488.

- 484-485. Registres des étrangers.
1926-1976. 2 volumes
484. 12 mai 1926 – 15 janvier 1948.

485. 2 mars 1949 – 30 décembre 1976.
Nombreuses feuilles volantes.
486. Pièces relatives à des ressortissants étrangers résidant dans la commune.
1934-1967. 1 liasse
487. Formulaire de demandes d'autorisation d'occuper un travailleur étranger.
1937-1968. 1 chemise

D. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

488. Fiches statistiques d'identité et cartes d'identité d'étrangers.
[1920-1976] 1 fichier
489. Dossier relatif à la délivrance de cartes d'ouvriers frontaliers.
1929-1955. 1 liasse
490. Registre d'inscription des cartes d'identité.
1944-1955. 1 volume
Contient des cartes d'identité.

VII. AFFAIRES ÉLECTORALES

A. PERSONNES ÉLIGIBLES ET CANDIDATS

- Liste des citoyens qui réunissent les conditions requises pour être éligibles au
Sénat.
1845-1860. 1 chemise
Voir les n°s 491 et 492.

B. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

Voir aussi le n° 510.

- 491-503. Listes des électeurs pour la formation de la Chambre des Représentants, du Sénat,
du Conseil provincial et du Conseil communal.
1845-1860, 1954-1976. 2 liasses et 10 cahiers
491. 1845-1853. 1 liasse
492. 1854-1860. 1 liasse
493. 1954-1956. 1 cahier
494. 1956-1958. 1 cahier
495. 1958-1960. 1 cahier
496. 1960-1962. 1 cahier
497. 1962-1964. 1 cahier
498. 1964-1966. 1 cahier
499. 1966-1968. 1 cahier
500. 1969-1971. 1 cahier
501. 1970-1972. 1 cahier
502. 1972-1974. 1 cahier
503. 1974-1976. 1 cahier
504. Dossier relatif à la formation des listes de jurés.
1845-1861. 1 chemise

505. Pièces relatives à l'établissement des listes des électeurs pour l'élection des membres du Conseil de Prud'hommes.
1850, 1950-1956. 1 chemise

C. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

506. Avis de radiation des listes électorales.
1853, 1969. 1 chemise
507. Registre des incapacités électorales.
1921-1925. 1 cahier
En mauvais état. Non consultable.

D. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

508. Pièces relatives à l'organisation des élections communales.
[XIX^e siècle]. 2 pièces
Affiches.
509. Dossier relatif aux renouvellements partiels du conseil communal.
1845, 1855. 1 chemise
- 510-519. Dossiers relatifs aux élections communales.
1848-1860, 1921-1970. 1 liasse, 6 chemises, 2 cahiers, 3 pièces
510. 1848-1860. 1 liasse
Contient des listes des électeurs.
511. 24 avril 1921. 1 chemise
En mauvais état. Non consultable.
512. 10 octobre 1926. 1 chemise
En mauvais état. Non consultable.
513. 9 octobre 1932. 1 cahier
Procès-verbal de l'élection.
En mauvais état. Non consultable.
514. 16 octobre 1938. 1 chemise
En mauvais état. Non consultable.
515. 24 novembre 1946. 1 chemise
En mauvais état. Non consultable.
516. 12 octobre 1952. 1 cahier
517. 12 octobre 1958. 1 chemise
518. 11 octobre 1964. 1 chemise
519. 11 octobre 1970. 3 pièces

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE ET VOLONTAIRES (1817-1976)

1. 1817-1923

- 520-521. Listes alphabétiques des inscrits.
1816-1880. 2 volumes
520. 1816-1850.
Contient une table alphabétique.
521. 1851-1880.

522.	Registre d'inscription des miliciens appelés à concourir au tirage au sort. 1840-1880.	1 volume
523.	Pièces relatives à la milice et renseignements concernant les miliciens. 1845-1854, 1893.	1 chemise
524.	Relevés numériques des miliciens des levées 1849, 1850, 1851. 1849-1851.	3 pièces
525.	État nominatif des miliciens de la classe de 1843 qui doivent être congédiés le 1 ^{er} avril 1854. 31 mars 1854.	1 pièce
916.	Registres des militaires en congé limité et illimité. 1878-1927.	1 chemise
526-567.	Dossiers relatifs aux levées de milice. 1881-1899, 1901-1923.	42 chemises
526.	1881.	
527.	1882.	
528.	1883.	
529.	1884.	
530.	1885.	
531.	1886.	
532.	1887.	
533.	1888.	
534.	1889.	
535.	1890.	
536.	1891.	
537.	1892.	
538.	1893.	
539.	1894.	
540.	1895.	
541.	1896.	
542.	1897.	
543.	1898.	
544.	1899.	
545.	1901.	
546.	1902.	
547.	1903.	
548.	1904.	
549.	1905.	
550.	1906.	
551.	1907.	
552.	1908.	
553.	1909.	
554.	1910.	
555.	1911.	
556.	1912.	
557.	1913.	
558.	1914.	

559. 1915.
560. 1916.
561. 1917.
562. 1918.
563. 1919.
564. 1920.
565. 1921.
566. 1922.
567. 1923.

2. 1924-1976

568. Législation, circulaires et instructions officielles relatives à la milice.
1923-1958. 1 liasse

569-610. Dossiers relatifs aux levées de milice.
1924-1951, 1964-1979. 42 chemises

569. 1924.
570. 1925.
571. 1926.
572. 1927.
573. 1928.
574. 1929.
575. 1930.
576. 1931.
577. 1932.
578. 1933.
579. 1934.
580. 1935.
581. 1936.
582. 1937.
583. 1938.
584. 1939.
585. 1940.
586. 1941.
587. 1942.
588. 1943.
589. 1944-1946.
590. 1947.
591. 1948.
592. 1949.
593. 1950.
594. 1951.
595. 1964.
596. 1965.
597. 1966.
598. 1967.
599. 1968.
600. 1969.

601. 1970.
602. 1971.
603. 1972.
604. 1973.
605. 1974.
606. 1975.
607. 1976.
608. 1977.
609. 1978.
610. 1979.
611. Arrêtés royaux et circulaires relatifs à l'octroi d'indemnités aux familles des militaires.
1938-1941, 1954. 1 chemise
- 612-617. Dossier relatif à la demande et à l'octroi d'indemnités de milice, allocations militaires et avances sur traitement aux soldats mobilisés, prisonniers de guerre et militaires soldés et à leurs ayants droit.
1938-1955. 5 liasses
612. 1938-1940.
Concerne également les réquisitions.
613. 1939-1945.
614. 1939-1951.
615. 1940-1941.
616. 1945-1946.
617. 1952-1955.
618. Pièces relatives à la convention militaire franco-belge du 12 septembre 1928 ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire.
1947-1949. 1 liasse
619. Pièces relatives aux miliciens de la commune.
1957-1963. 1 chemise
620. Avis d'affectation.
1967-1973. 1 chemise
- B. GARDE CIVIQUE**
621. Pièces relatives à l'établissement du registre d'inscription de la garde civique.
1848-1861. 1 chemise
- C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX**
622. Dossier relatif à la tenue de l'inventaire des cartes de ravitaillement.
1951-1969. 1 liasse
623. Registre des cartes de ravitaillement.
1955-1963. 1 cahier

D. GUERRES ET CONSÉQUENCES**1. PREMIÈRE GUERRE MONDIALE (1914-1918)**

Voir également ci-dessus, dans le chapitre « Sources complémentaires » de la Description générale du fonds, la rubrique « Documents apparentés ».

624. « Relevé des propriétaires de véhicules à transmettre chaque samedi à la Kommandantur ». [1914-1918]. 1 pièce
625. « Notice concernant la Guerre mondiale de 1914 et intéressant la commune d'Hainin ». 1914. 2 pièces
626. Délibération du conseil communal relative à l'adhésion de la commune à la Société coopérative des communes de l'arrondissement de Mons ayant pour objet le ravitaillement des habitants et des animaux. 7 avril 1916. 1 pièce
627. Dossier relatif au règlement de créances dues à la société coopérative « Les Magasins communaux de la Région de Mons pour la fourniture de denrées alimentaires et de produits divers ». 1916-1938. 1 liasse
En mauvais état. Non consultable.
628. Pièces relatives à la distribution du « pain de Hollande » par le Comité royal néerlandais pour le ravitaillement de la Belgique. 1917. 1 chemise
629. Pièces relatives à la libération de la commune et au logement de l'Armée britannique. 1918-1919. 1 chemise
630. Pièces relatives à Léandre Deladrier, militaire mort le 6 novembre 1918. 1918-1925. 1 chemise
631. Relevés du transport des évacués français en octobre 1918 par des habitants d'Hainin en vue de l'octroi d'une indemnisation. 1919. 1 chemise
632. Dossier relatif à la constatation et à l'indemnisation des dommages de guerre aux biens mobiliers et immobiliers. 1919-1926. 1 liasse
633. Circulaire de l'officier du Bureau des réclamations de l'Armée britannique à Mons relative à l'indemnité de logement des troupes britanniques. 30 avril 1920. 1 pièce
634. Dossier relatif aux dépenses occasionnées à la commune pour faire face aux besoins nés de la guerre et au remboursement au titre des dommages de guerre. 1922-1931. 1 chemise
635. Dossier relatif à la remise officielle d'un drapeau aux combattants de la commune et à l'inauguration d'un monument commémoratif de la guerre. 1923. 1 chemise

636. Pièces relatives à l'Œuvre nationale des Invalides de Guerre.
1923. 3 pièces
- 2. DEUXIÈME GUERRE MONDIALE (1940-1945)**
637. Liste des évacués qui se sont dirigés vers la France du 15 au 19 mai 1940.
1940. 1 pièce
638. Liste des soldats mobilisés et des militaires présents sous les armes le 10 mai
1940.
1940. 2 pièces
639. Dossier relatif à l'élaboration de la liste des hommes de 16 à 35 ans ayant répondu
à l'appel du Gouvernement belge les invitant à rejoindre l'armée.
1940-1941. 1 chemise
Arrêté du 14 août 1940.
En mauvais état. Non consultable.
640. Circulaire de l'Office du Travail de Mons relative aux avances aux ayants droit de
travailleurs volontaires en Allemagne.
1941. 1 pièce
641. Pièces relatives à la situation de la commune.
1943-1950. 1 chemise
Concerne le ravitaillement, la situation économique, les victimes de la guerre et le maintien de
l'ordre.
642. Dossier relatif aux mesures visant à assurer le fonctionnement de la commune
après la Libération.
1944-1946. 1 chemise
Concerne également la répression de la collaboration.
643. Pièces relatives à Alfred Henri Laurent (1921-1945), mort en déportation.
1944- [ca 1950]. 2 pièces
644. Circulaire des ministres de la Défense nationale, des Communications et des
Affaires économiques relative au recensement général des véhicules à moteur.
1945. 2 pièces
Deux exemplaires.
956. Mémorial des militaires de la commune prisonniers de guerre.
[1945]. 1 pièce
645. Programme des cérémonies organisée à l'occasion de la remise du drapeau offert
aux combattants, prisonniers et déportés.
29 septembre 1946. 1 pièce
Deux exemplaires.
646. Pièces relatives à la demande d'Alfred Gustave Henri Laurent (né en 1924) en vue
d'obtenir la reconnaissance du statut de déporté au travail obligatoire.
1949. 2 pièces
647. Pièces relatives à l'octroi du statut de réfractaire à Fredy Patte.
1950. 2 pièces

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE COMMUNALE

1. GÉNÉRALITÉS ET ORGANISATION

648. Pièces relatives à l'organisation de la police communale.
1848-1872. 1 chemise
Contient une affiche du règlement de police adopté par le conseil communal le 12 juillet 1860.
649. Circulaires et instructions administratives.
1947-1974. 1 chemise
650. Règlement communal de police.
[3^e quart du XX^e siècle]. 1 pièce
- 651-653. Carnets de service du garde-champêtre.
1963-1964, 1970-1973. 3 cahiers
651. octobre-décembre 1963.
652. octobre-décembre 1964.
653. 1970-1973.
654. Délibération du conseil communal relative à une ordonnance de police concernant
la mise au travail du personnel féminin dans les débits de boissons.
12 juin 1970. 1 chemise

2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

655. Pièces relatives à la délivrance d'un permis de port d'arme de chasse.
1848. 2 pièces
656. Dossier relatif à la surveillance des poids et mesures.
1856-1860. 1 chemise
657. Rapports annuels sur le contrôle des permis de chasse.
1955-1976. 1 chemise

3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

658. Dossier relatif à la police du roulage.
1847-1848, 1859, 1953-1955. 1 chemise
659. Pièces relatives à un projet de règlement réservant aux vélocipédistes
l'accotement de certaines routes de l'État.
1893. 1 chemise
660. Dossier relatif à une demande de la S.A. des Charbonnages unis de l'Ouest de
Mons visant à établir des poteaux téléphoniques et des canalisations électriques
souterraines sur le territoire communal.
1919, 1939-1953. 1 chemise
661. Pièces relatives à une demande de placement d'une enseigne lumineuse.
1958. 1 chemise

662. Pièces relatives à l'octroi d'une permission de voirie à la Société intercommunale belge d'Électricité pour l'établissement d'une ligne électrique aérienne.
1962. 1 chemise
Contient deux plans.
663. Fiches de contrôle des voyageurs dans les hôtels et maisons de logement.
1962-1963. 1 chemise
664. Pièces relatives à l'octroi d'une permission de voirie à la S.A. des Charbonnages du Borinage à Cuesmes pour l'établissement d'une canalisation électrique souterraine.
1972. 2 pièces
665. Pièces relatives à l'interdiction de la circulation dans la rue de Condé pendant l'exécution de travaux au Grand Sequis.
1975. 1 chemise

4. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

666. Pièces relatives aux condamnés et aux mendiants.
1847-1861. 1 chemise
667. Pièces relatives à la désignation de Nicolas Thiébaut, échevin, pour exercer les fonctions de police judiciaire.
1848. 2 pièces
668. Pièces relatives à la découverte du cadavre d'un noyé dans la rivière la Haine.
1858. 1 chemise
669. Registres des condamnations judiciaires.
1887-1963. 1 volume
670. Bulletins de condamnations.
1925. 3 pièces
671. Copies de procès-verbaux de plaintes, d'auditions et de signalements transmis par l'agent de police communal au Procureur du Roi et à l'Auditeur militaire de Mons.
1945-1946. 1 chemise

B. DÉFENSE AÉRIENNE PASSIVE

672. Listes nominatives des miliciens désignés pour la Garde territoriale antiaérienne.
1952-1953. 3 pièces
Article 24 de l'arrêté royal du 20 mai 1939.

C. SERVICE D'INCENDIE

673. Pièces relatives à l'organisation des secours en cas d'incendie et à la prévention des incendies dans les dancings et les salles de danse.
1845-1870, 1955-1976. 1 chemise

D. PROTECTION CIVILE

674. Dossier relatif à la participation de la commune au Corps de sécurité civile de la région du Borinage.
1952-1954. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE**A. SERVICES COMMUNAUX****1. NETTOYAGE DES RUES ET ENLÈVEMENT DES IMMONDICES**

675. Dossier relatif à l'organisation du service de l'enlèvement des immondices.
1860, 1946-1972. 1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES**1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES**

676. Dossier relatif à une épidémie de choléra.
1849-1850, 1853. 1 chemise
677. Dossier relatif à l'organisation de la vaccination antivariolique.
1951-1968. 1 liasse
678. Lettre de l'inspecteur principal d'hygiène Houyet relative à l'organisation de la vaccination antidiphtérique des enfants.
7 mars 1952. 1 pièce
679. Dossier relatif à l'organisation de la vaccination antipoliomyélitique.
1959-[1965]. 1 liasse

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

680. Registre de perception des frais d'expertise du service d'inspection des viandes.
1935-1936. 1 volume
681. Dossier relatif à la réglementation de la distribution de lait.
1939-1941. 1 chemise
682. Pièces relatives à la désignation d'un expert des viandes dans la commune.
1966. 1 chemise

3. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

683. Pièces relatives à la lutte contre la cachexie aqueuse et la tuberculose bovine.
1846, 1958. 3 pièces
684. Dossier relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et l'hypodermose bovine (ou varron).
1955-1958. 1 chemise

4. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

685. Pièces relatives aux établissements dangereux, insalubres et incommodes.
1852-1859, 1870, 1873, 1953-1956, 1975. 1 chemise
- 686-697. Dossiers concernant les enquêtes « de commodo et incommodo » et les autorisations accordées.
1935-1977. 9 chemises et 5 pièces
686. Hayez François, rue Grande, 12. Abattoir particulier avec débit de viande.
1935-1941. 1 chemise
Contient un plan.
687. Picron Alexandre, puis Picron Joseph, rue Grande, 23. Abattoir particulier avec débit de viande.
1935-1977. 1 chemise
688. Amand Jean, rue Grande, 29, puis rue de la Station, 4. Atelier de menuiserie mécanique.
1939-1952. 1 chemise
Contient un plan.
689. Saucez Valéry, rue Grande, 111. Atelier de menuiserie mécanique.
1952. 1 chemise
690. Culot Noël, route de Quiévrain. Citerne au mazout de 2 500 litres et minière de pierre à chaux destinée à la fabrication des chaux pour aciéries.
1953, 1959. 1 chemise
Contient des plans.
691. Adamzack Edmond, route de Quiévrain, 3. Deux réservoirs souterrains de 5 000 litres d'essence, deux pompes électriques extérieures et un poteau enseigne.
1957. 1 chemise
Contient des plans.
692. Lecomte Marius, rue Grande. Dépôt de charbon.
1962. 1 chemise
693. Ducobu Jean, rue de Condé, 40. Atelier de menuiserie.
1963. 3 pièces
694. Mahieu Jean, rue de la Centenaire, 26. Porcherie.
1966. 1 chemise
Contient deux plans.
695. Mahieu Jacques, rue Grande, 12, puis rue de Condé, 1. Boucherie
1966-1974. 1 chemise
Contient un plan.
696. Saucez René, avenue du Souvenir. Cuve à mazout de 5 000 litres.
1971. 2 pièces
697. Demoulin Jeanne, rue Grande, 61. Réservoir de 6 000 litres d'essence avec pompe distributrice.
1973. 3 pièces
698. Dossier relatif à des demandes d'autorisation de dépôts de gaz butane et propane.
1971-1976. 1 chemise

699. Dossier relatif à une demande d'établissement d'un dépôt de compost d'ordures ménagères au lieu-dit « Les Cailloux », à la limite des territoires de Hainin et Boussu.
1971-1976. 1 chemise
Opposition des habitants et du conseil communal.

5. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET DES LOGEMENTS

- 700-701. Dossier relatif à l'assainissement et à la démolition de logements insalubres et menaçant ruine.
1948-1976. 2 liasses
700. 1948-1973.
701. 1963-1976.

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. MAISON COMMUNALE

702. Dossier relatif à la construction d'une maison communale et d'une école.
1901-1903. 1 chemise
En mauvais état. Non consultable.
703. Dossier relatif à des travaux d'amélioration et d'entretien à la maison communale et aux écoles communales.
1921-1925. 1 chemise
704. Dossier relatif à des travaux d'aménagement à la maison communale, à l'école communale des filles, à l'école communale des garçons et à la maison de l'instituteur.
1961-1966. 1 chemise
Contient deux plans.

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE

705. Pièces relatives à des travaux de réparation au presbytère.
1857-1861. 1 chemise
706. Dossier relatif à des travaux de restauration de l'église et des murs du cimetière.
1862-1870. 1 chemise
707. Dossier relatif à des travaux de restauration de l'église et du presbytère.
1922-1926. 1 liasse
708. Notice de Charles Lombry, instituteur communal, relative au tableau du « Couronnement de la Vierge » dans l'église et à la chapelle Notre-Dame de la Fontaine.
[3^e quart du XX^e siècle]. 1 cahier
Manuscrit.

709. Dossier relatif à la refonte de la cloche de l'église.
1953-1968. 1 chemise
710. Dossier relatif à des travaux de restauration à l'église.
1965, 1968-1972. 1 liasse
711. Dossier relatif à des travaux de restauration de la toiture de l'église.
1975. 1 chemise

3. BÂTIMENTS SCOLAIRES

Voir aussi les n^{os} 702, 703, 704.

712. Dossier relatif à la construction d'une école communale.
1854-1862. 1 chemise

4. CIMETIÈRE

713. Pièces relatives à l'état du cimetière.
1847, 1858. 1 chemise
714. Dossier relatif à l'établissement d'un nouveau cimetière.
1878-1881. 1 chemise
Contient un plan.
715. Dossier relatif aux travaux d'agrandissement du cimetière.
1953-1961. 1 liasse
Contient des plans.

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE

1. GÉNÉRALITÉS

716. Statistiques relatives à la superficie des voiries, transmises au Service voyer
provincial et au Ministère de l'Intérieur.
1959-1976. 1 chemise

2. VOIRIE COMMUNALE, VICINALE ET DE L'ÉTAT

717. Cahier des charges de vue de la mise en adjudication des travaux de construction
et de réfection d'aqueducs et de réfection des murailles de la fontaine.
12 juin 1813. 1 pièce
En mauvais état. Non consultable.
718. Dossier relatif à l'entretien et à l'amélioration des chemins vicinaux.
1845-1951. 1 liasse
719. Dossier relatif à l'entretien et à l'amélioration des chemins de grande
communication et d'intérêt commun.
1845-1954. 1 liasse
720. Dossier relatif à l'établissement de l'Atlas des chemins vicinaux de la commune.
1846. 1 chemise
721. Pièces relatives à l'octroi d'un subside par la députation permanente pour le
pavage du chemin de Mons à Condé.
1846-1847. 1 chemise

722. Procès-verbal de visite des chemins vicinaux.
1856. 1 pièce
723. Dossier relatif à l'octroi d'un subside à la commune pour la réalisation de travaux d'assainissement.
1859-1861. 1 chemise
724. « Province de Hainaut. Cahier des charges général applicable aux entreprises de travaux de construction ou d'amélioration ».
1880. 1 cahier
Imprimé.
- 725-726. Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 1 de Boussu à Thulin.
1907-1913. 1 liasse et 1 chemise
725. Exécution des travaux.
1907-1913. 1 liasse
726. Plans.
1908-1910. 1 chemise
727. Dossier relatif au détournement et à la suppression de sentiers repris à l'Atlas des chemins vicinaux.
1908-1974. 1 chemise
Contient des plans.
728. Dossier relatif à l'établissement d'une subvention à charge de la famille de Nédonchel du chef de l'exploitation de son bois, pour subvenir à la dépense de reconstruction du chemin n° 2.
1912-1913. 1 chemise
729. Dossier relatif à des travaux d'amélioration en pavage du chemin n° 2, dit Grand-Rue.
1912-1922. 1 chemise
- 730-733. Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 2, dit Grand-Rue.
1947-1955. 4 liasses
730. Plans.
1948-1950.
- 731-733. Exécution des travaux.
1947-1955.
731. 1^{ère} partie.
732. 2^e partie.
733. 3^e partie.
734. Dossier relatif à un emprunt au Crédit communal en vue de financer les travaux de voirie.
1949-1955. 1 chemise
735. Dossier relatif à des travaux d'amélioration du chemin n° 1 (chemin de grande communication n° 219, prolongement de la rue de la Centenaire), du chemin n° 2 et du chemin n° 4 (rue Général Leman).
1951-1956. 1 liasse

736. Dossier relatif à la réalisation de travaux d'égouttage du chemin de grande communication n° 219, dit rue de Condé.
1957-1962. 1 liasse
737. Pièces relatives à la construction de trottoirs à la rue Notre-Dame et à la rue de la Centenaire.
1958. 2 pièces
738. Plans et tableaux des emprises en vue de la construction de l'autoroute de Wallonie.
[ca 1960] -1969. 2 pièces
739. Pièces relatives à des demandes de détournement du sentier de la chapelle par des propriétaires riverains.
1966-1967. 1 chemise
740. Dossier relatif à la réalisation de travaux d'amélioration de la place Saint-Joseph et de la rue des Bouloirs.
1966-1969. 1 liasse
- 741-742. Dossiers relatifs à la réalisation de travaux d'amélioration du chemin de grande communication n° 219, depuis la limite de Boussu jusqu'à la limite de Thulin.
1966-1974. 2 liasses
741. Exécution des travaux.
1966-1974.
742. Cahier des charges, devis et plans.
1968-1969.

3. SIGNALISATION ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE

743. Pièces relatives à la limitation de la vitesse des véhicules au carrefour principal de la commune.
1958. 3 pièces
744. Dossier relatif au placement d'une signalisation lumineuse et routière au carrefour de la place communale.
1969-1975. 1 chemise

C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

745. Dossier relatif aux travaux d'entretien et de curage des cours d'eau non navigables ni flottables.
1845-1938, 1964. 1 liasse
Concerne également des travaux d'amélioration du cours de la Haine.
746. Pièces relatives aux inondations de la vallée de la Haine.
1850, 1854, 1879, 1924. 1 chemise
747. Pièces relatives à un projet de ponceau et de vanne à construire sur le ruisseau du Grand Courant à sa traversée de la chasse dite des Trouées.
1864. 3 pièces
Contient un plan.
748. Dossier relatif à la Wateringue de la Haine.
1881-1950. 1 chemise

749. Pièces relatives à l'établissement d'une prise d'eau d'irrigation à la rivière la Haine.
1950. 2 pièces
750. Dossier relatif à la prévention des inondations dans la vallée de la Haine.
1951-1954. 1 chemise
Concerne notamment la Wateringue de la Haine et l'Association intercommunale pour le Démergement et l'Assainissement de la vallée de la Haine.
751. Dossier relatif aux plan et tableau descriptif des cours d'eau non navigables ni flottables et à l'exécution de travaux de curage.
1953-1969. 1 chemise
Contient un plan.
752. Dossier relatif à l'exécution de la loi du 15 mars 1950 relative aux cours d'eau non navigables ni flottables.
1954. 1 chemise

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

753. Procès-verbal d'adjudication de la construction d'un abreuvoir.
2 octobre 1816. 1 pièce
En mauvais état. Non consultable.
754. Pièces relatives à l'alimentation en eau de la commune.
1846, 1848, 1921, 1949. 1 chemise
755. Dossier relatif à la participation de la commune à la Société nationale des Distributions d'Eau.
1946-1974, 1977. 1 liasse
Concerne également les captages d'eau sur le territoire de la commune.
- Dossiers relatifs aux dégâts aux immeubles de Hainin et de Thulin en raison des captages d'eau de la Tussengemeentelijke Maatschappij der Vlaanderen voor Waterbedeling.
1957-1976.
914. 1957-1976. 1 chemise
756. 1974. 1 liasse
Voir également le n° 755.
757. Dossier relatif à une demande d'autorisation d'établissement d'une station de pompage d'eau potable par la « Tussengemeentelijke Maatschappij der Vlaanderen voor Waterbedeling ».
1958. 1 chemise
Contient trois plans.
758. Dossier relatif au rajustement du capital du service régional de l'Ouest du Borinage de la Société nationale des Distributions d'Eau.
1976. 1 chemise
759. Dossier relatif à l'alimentation en eau de seize logements de la Société nationale terrienne dans la rue de la Station et la rue de la Centenaire.
1976. 1 chemise

760. Pièces relatives à la limitation de la consommation d'eau en raison de la sécheresse.
1976. 2 pièces

2. DISTRIBUTION DE GAZ

761. Pièces relatives au projet de pose d'une conduite de transport de gaz sur le territoire de la commune.
1955. 2 pièces

3. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

762. Dossier relatif à la fourniture d'électricité pour l'éclairage public par la Société d'Électricité du Borinage, puis par la Société intercommunale d'Électricité de Mons et du Borinage.
1950-1960. 1 liasse
763. Dossier relatif à l'installation d'une ligne électrique aérienne à haute tension.
1961-1963. 1 chemise
764. Dossier relatif à l'installation d'un transformateur dans la cabine située rue de la Centenaire.
1966. 1 chemise
765. Dossier relatif à la modernisation de l'éclairage public dans les rues.
1974-1976. 1 chemise
766. Dossier relatif aux travaux d'aménagement exécutés aux conduites et aux câbles électriques établis entre Hainin et Hautrage.
1975. 1 liasse
Contient trois plans.

4. TÉLÉGRAPHE ET TÉLÉPHONE

767. Dossier relatif à la pose de poteaux et de câbles téléphoniques souterrains sur le domaine public communal et à l'installation d'une cabine de téléphone public sur la place communale.
1929, 1947-1953, 1962-1976. 1 liasse
Contient des plans.

5. CHEMIN DE FER

768. Dossier relatif à des projets de construction de lignes de chemin de fer industriel.
1846-1855. 1 chemise
769. Dossier relatifs au passage sur le territoire de la commune de la ligne de chemin de fer de Saint-Ghislain à Quiévrain.
1887-1933. 1 chemise
770. Pièces relatives à l'aménagement de rampes d'accès aux quais de la ligne de chemin de fer.
1964. 3 pièces

6. VICINAUX

771. Pièces relatives aux tramways à vapeur et aux chemins de fer vicinaux dans le Hainaut.
1881, 1948-1949. 1 chemise
Contient un plan.

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**1. PLANS RÉGIONAUX**

772. « Aménagement du territoire et urbanisme. Arrêtés royaux et ministériels. Instructions ». 1962. 1 chemise
Dactylographié.
Édité par le Ministère des Travaux publics.
773. « Plan d'aménagement du secteur Mons-Borinage. Formulation des tendances générales au niveau du secteur ». 1967. 1 volume
Dactylographié.
Édité par le Ministère des Travaux publics et l'Intercommunale pour le Développement économique et l'Aménagement des Régions du Centre et du Borinage (I.D.E.A. Hennuyère).
774. Dossier relatif au plan d'aménagement du secteur Mons-Borinage. 1967-1968. 1 liasse
Contient des plans.

2. PLANS COMMUNAUX

775. Tableau indicatif et matrice cadastrale publiés par P.-C. Popp avec l'autorisation du Gouvernement. [2^e moitié du XIX^e siècle]. 1 pièce
Imprimé.
776. Dossier relatif à l'élaboration des plans d'aménagement de la commune. 1945-1953. 1 chemise

3. PERMIS DE BÂTIR

777. Pièces relatives à des demandes de permis de bâtir le long de la grande et de la petite voirie. 1851-1974. 1 chemise
778. Circulaires, instructions et statistiques relatives à la construction des habitations et aux permis de bâtir. 1910, 1934-1967. 1 chemise
- 779-797. Dossiers de permis de bâtir. 1948-1974. 12 chemises et 7 liasses
Contient des plans et des photos.
779. 1948. 1 chemise
780. 1950-1951. 1 chemise
781. 1952. 1 chemise
782. 1953. 1 chemise

783.	1954.	1 chemise
784.	1955.	1 chemise
785.	1956.	1 liasse
786.	1957.	1 chemise
787.	1958-1960.	1 chemise
788.	1961, 1963.	1 liasse
789.	1964-1965.	1 liasse
790.	1966.	1 liasse
791.	1967.	1 chemise
792.	1968.	1 chemise
793.	1969.	1 liasse
794.	1970.	1 chemise
795.	1971-1972.	1 chemise
796.	1973.	1 liasse
797.	1974.	1 liasse
915.	Pièces relatives à une demande de la CAP visant à créer un lotissement à l'avenue du Souvenir. 1966.	1 chemise
798.	Demandes de certificats d'urbanisme. 1970-1976.	1 chemise

4. DOCUMENTS CONCERNANT LES EXPROPRIATIONS

799.	Dossier relatif à l'acquisition par la commune pour cause d'utilité publique d'emprises et de terrains en vue de l'amélioration de la rue de la Station et de la rue Grande (chemin n° 2). 1949-1955.	1 liasse
800.	Dossier relatif à l'expropriation par la commune de terrains en vue de travaux d'aménagement de la rue de la Centenaire (partie du chemin n° 1). 1971-1972.	1 liasse

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

801.	Pièces relatives à la demande de placement d'un enfant de la commune à l'École d'Arts et Métiers de la Ville de Tournai. 1852.	2 pièces
802.	Attestations des médecins relatives à la vaccination des enfants inscrits à l'école communale. 1853-1855, 1859, 1884.	1 chemise
803.	Dossier relatif à l'organisation par la Ville de Tournai, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance nationale, d'une fête scolaire à laquelle sont conviées toutes les écoles du ressort de l'inspection scolaire. 1881.	1 chemise
804.	Pièces relatives aux visites de l'inspecteur cantonal. 1898, 1901-1902, 1939.	1 chemise

B. CADRE GÉNÉRAL

- 805-806. Dossiers relatifs à l'organisation, au fonctionnement et au subventionnement des écoles gardiennes et primaires communales.
1838-1975. 2 chemises
805. 1838-1955.
Contient un plan.
806. 1960-1975.
807. Dossier relatif à l'école libre pour filles des demoiselles Pauline et Laurence Flament adoptée par la commune.
1848-1885. 1 chemise
808. Pièces relatives au règlement, au programme et à l'horaire de l'école primaire communale.
[2^e moitié du XIX^e siècle]. 3 pièces
809. Dossier relatif à l'organisation d'une école communale gardienne.
1858, 1877-1881. 1 chemise
810. Dossier relatif à l'organisation d'une école communale d'adultes.
1859-1883, 1909. 1 chemise
811. Dossier relatif à la création d'une seconde classe à l'école primaire des garçons.
1939-1940. 1 chemise

C. BÂTIMENTS ET ÉQUIPEMENT

- 812-813. Dossiers relatifs aux locaux scolaires, à la fourniture du mobilier scolaire et du matériel didactique.
1847-1903. 2 chemises
812. 1847-1896.
813. 1902-1903.
En mauvais état. Non communicable.
814. Dossier relatif aux locaux scolaires situés rue Grande, 63, et à la création d'une servitude de passage dans la cour de l'école.
1964-1975. 1 chemise

D. PERSONNEL

815. Pièces relatives à la fixation du traitement des membres du personnel enseignant de l'école primaire communale.
1843-1920. 1 chemise
- 816-817. Dossier relatif à la désignation, au traitement, à la démission et à la mise à la retraite des membres du personnel enseignant.
1843-1955. 2 liasses
816. 1843-1936.
817. 1938-1955.
818. Déclarations des revenus de l'instituteur communal destinées à la Caisse de prévoyance en faveur des instituteurs primaires des communes rurales.
1845-1877. 1 chemise

819. Dossier relatif à la Caisse des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs communaux.
1879-1911. 1 chemise
820. Pièces relatives à l'octroi d'une indemnité de vie chère à l'instituteur communal.
1919-1927. 1 chemise
821. Dossiers individuels des membres du personnel enseignant.
1963-1976. 1 liasse
822. Pièces relatives au décès de sœur Marie de Saint-Victor, institutrice à Hainin de
1898 à 1941.
1969. 1 chemise

E. FINANCES

823. États des revenus et des dépenses de la commune pour l'instruction primaire.
1843-1897. 1 chemise

F. OBLIGATION SCOLAIRE

- 824-830. Dossiers relatifs à l'établissement des listes d'inscription des enfants ayant droit à l'instruction primaire gratuite.
1842-1907. 7 liasses
824. 1842-1850.
825. 1851-1860.
826. 1861-1870.
827. 1871-1880.
828. 1881-1890.
829. 1891-1898.
830. 1901-1907.
831. Registre matricule d'inscription des élèves à l'école communale mixte.
1932-1963. 1 volume
- 832-839. Registres matricules de fréquentation de l'école primaire communale.
1933-1974. 8 liasses
832. Septembre 1933 – octobre 1940.
833. Octobre 1939 – juillet 1948. Garçons
834. Novembre 1940 – Juin 1949. Filles.
Certains cahiers comprennent également les garçons.
835. Septembre 1949 – Juillet 1955.
836. Septembre 1955 – Juin 1960.
837. Septembre 1960 – Juin 1965.
838. Septembre 1965 – Juin 1970.
839. Septembre 1970 – Juin 1974.
840. Registres matricules de fréquentation de l'école gardienne communale.
Septembre 1951 – juin 1964, septembre 1968. 1 liasse
841. Relevés des enfants soumis à l'obligation scolaire.
1958-1963. 1 liasse
Fiches extraites du registre de la population.

G. AVANTAGES SOCIAUX

842. Dossier relatif à une demande de bourse d'études et au Fonds des mieux doués.
1892-[1960]. 1 chemise

XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS**A. FÊTES COMMUNALES, FESTIVITÉS, MANIFESTATIONS
PATRIOTIQUES ET SOUSCRIPTIONS**

843. Lettre du collège échevinal au commissaire d'arrondissement de Mons relative à l'absence de société lyrique d'ouvriers dans la commune.
11 mai 1839. 1 pièce
844. Dossier relatif à la souscription de la commune pour l'érection d'un monument au Congrès national et à la mémoire de la première reine des Belges.
1850. 1 chemise
845. Pièces relatives aux manifestations à l'occasion d'événements touchant la famille royale.
1850-1859, 1934. 1 chemise
846. Pièces relatives à l'exposition provinciale d'agriculture et d'industrie.
1851. 1 chemise
847. Pièces relatives à l'organisation de fêtes communales et de tombolas.
1851-1975. 1 chemise
848. Dossier relatif à la célébration du centenaire de l'Indépendance.
1926-1933. 1 liasse
849. Dossier relatif aux noces d'or.
1971-1976. 1 chemise

B. DISTINCTIONS HONORIFIQUES

850. Pièces relatives à l'octroi de distinctions honorifiques.
1909, 1964-1975. 1 chemise

XIV. ÉCONOMIE**A. INDUSTRIE ET ARTISANAT**

851. Dossier relatif à une demande d'établissement d'une conduite d'eau sur le territoire communal par deux sociétés charbonnières reliant une prise d'eau sur la Haine aux puits d'extraction.
1899. 1 chemise
Contient un plan.
852. Dossier relatif à la redevance due par la S.A. des Charbonnages unis de l'Ouest de Mons pour le passage sur le territoire de la commune d'une conduite souterraine de prise d'eau à la Haine.
1921-1929. 1 chemise

853. Dossier relatif aux attestations d'activité et aux accès à la profession.
1961-1977. 1 liasse
854. Pièces relatives à la société « Les Nouveaux Fours à Chaux d'Hainin ». 1965. 2 pièces
Exploitation d'une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Boussu.

B. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

Voir aussi les n^{os} 476 et 477.

855. Lettre du collège échevinal au contrôleur des Contributions directes de Dour relative à la superficie des terrains cultivés par les propriétaires et par les locataires.
14 avril 1845. 1 pièce
856. Pièces relatives à la désignation de représentants de la commune dans les commissions agricoles (article 58 de la loi du 22 juin 1822).
1847-1854. 1 chemise
857. Pièces relatives à la situation de l'agriculture dans la commune.
1848-1861. 1 chemise
858. Pièces relatives à une demande d'indemnité sur le Fonds d'agriculture du Ministère de l'Intérieur pour un cheval abattu pour cause de maladie contagieuse.
1849. 2 pièces
859. Pièces relatives à l'échenillage, à l'échardonnage et à la lutte contre les doryphores dans les champs de pommes de terre.
1849-1853, 1949. 1 chemise
860. Pièces relatives à la déclaration des taureaux.
1849-1852, 1958. 1 chemise
861. Listes de recensement des emblavures d'hiver et du bétail.
1949-1969. 1 liasse
- 862-863. Carnets de dépouillement des recensements agricoles et horticoles.
1951-1976. 2 liasses
862. 1951-1966.
863. 1967-1976.
864. Extraits de la matrice cadastrale établis dans le cadre du recensement agricole.
1950, 1958. 1 liasse
865. Pièces relatives à des travaux d'exploitation forestière.
1952, 1967. 1 chemise
866. Dossier relatif aux subventions et indemnités accordées aux agriculteurs.
1963-1972. 1 chemise
867. Procès-verbal d'enquête sur l'effectif du cheptel porcin.
3 mars 1965. 1 pièce

C. COMMERCE

868. Pièces relatives à demandes d'établissement de marchés dans les communes de Dour, Élouges, Hornu et Wasmes.
1850-1861. 1 chemise
869. Pièces relatives à l'installation d'une station-service.
1957-1958. 1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES**A. MESURES SOCIALES****1. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS, PLACEMENT**

870. Déclarations de ressources en vue de l'octroi d'allocations de chômage par le Fonds national de crise du Ministère de l'Industrie et du Travail.
1934. 1 chemise
- 871-872. Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs.
1936-1964. 2 liasses
871. 1936-1940, 1953-1958.
872. 1959-1964.
873. Instructions du Fonds de soutien des chômeurs du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale relatives à la réglementation en matière de chômage.
1946-1952. 1 liasse
874. Dossier relatif au service communal de soutien aux chômeurs et au traitement de l'employée communale y affectée.
1949-1952. 1 chemise

2. PENSIONS

875. Liste des bénéficiaires de la pension de vieillesse.
1931-1971. 1 cahier

3. AIDE SOCIALE

876. Pièces relatives aux mesures propres à adoucir la position de la classe indigente.
1845-1850. 1 chemise
877. Dossier relatif à l'organisation d'une souscription en faveur des parents des victimes de la catastrophe du charbonnage du Long Terne Ferrand à Élouges.
1852. 1 chemise
878. Lettre de l'Œuvre de Patronage des Enfants moralement abandonnés relative au subside lui accordé par la commune.
18 février 1904. 1 pièce
879. Lettre d'Albert Anciaux relative à la création d'une ASBL en vue de fonder à Bredene un Home des Enfants du Hainaut.
8 mars 1926. 1 pièce

880. Lettre du bourgmestre Léon Roucou à la section locale des Familles nombreuses qui sollicite l'aide financière de la commune.
6 février 1934. 1 pièce

881. Registre des bons d'allocations compensatoires.
1947-1948. 1 volume

4. LOGEMENT

882-885. Dossier relatif à la construction de logements par la Société nationale de la Petite Propriété terrienne dans la rue de la Station et la rue de la Centenaire.
1955-1977. 3 liasses

882. Dossier général et premier lot.
1955-1977.

883. Travaux de voirie et d'équipement.
1970-1973.

884. Installation de l'éclairage public.
1971-1976. 1 chemise

885. Deuxième lot.
1974-1976.

5. COLLABORATION AVEC DES TIERS

886. Dossier relatif à l'organisation de la section locale de la Croix-Rouge de Boussu-Hainin.
1963-1970. 1 chemise

B. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

887. Registre des livrets ouvriers.
1859-1883. 1 volume

888. Registre matricule des carnets délivrés aux femmes, adolescents et enfants employés dans les établissements industriels.
1912-1919, 1944. 1 cahier

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

Une partie des archives de la Commission d'assistance publique de la commune (CAP) ont été artificiellement réunies dans le fonds des archives communales avant leur dépôt aux Archives de l'État. Compte tenu de cet état de fait et de la difficulté de distinguer les archives touchant à la tutelle communale sur la CAP et des archives produites par la CAP, elles ont été maintenues dans le fonds d'archives de la commune

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

889. Expédition d'un acte notarié relatif à la location des terres appartenant aux pauvres et à la Fabrique d'église.
1841. 1 cahier

890. Correspondance du collège échevinal avec le gouverneur de la province et le commissaire d'arrondissement de Mons relative au Bureau de Bienfaisance.
1846, 1849-1850. 1 chemise

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

891. Registres aux procès-verbaux des délibérations de la Commission d'Assistance publique.
28 octobre 1925 – 16 juillet 1927. 1 volume
892. Formulaire de demandes de secours et relevés des montants accordés.
1940. 1 liasse
893. Listes nominatives des secours accordés aux familles de militaires prisonniers de guerre et aux personnes nécessiteuses.
[1940-1941]. 1 chemise
894. Bordereaux hebdomadaires des sommes payées à titre de secours.
1941. 1 chemise
895. Relevés trimestriels du compte de la gestion des fonds des secours civils.
1942-1946. 1 liasse
896. Formulaire mensuels de demandes de crédits sur le fonds des secours civils.
1942-1946. 1 chemise
897. Pièces relatives à un arrêt de la Cour des comptes accordant décharge à la CAP du déficit survenu dans la caisse des secours civils à la suite d'un vol commis le 21 juillet 1944.
1950. 2 pièces
898. Note du bourgmestre Robert Leblanc, « relative aux problèmes essentiels qui concerne (sic) la commune d'Hainin ».
[1970]. 1 pièce
Souhaite que la CAP puisse vendre une partie de son patrimoine immobilier pour financer la construction d'habitations destinées aux personnes âgées.
899. Pièces relatives au renouvellement des membres de la CAP.
1971-1975. 1 chemise

XVII. TUTELLE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE

A. GÉNÉRALITÉS

900. Correspondance envoyée et reçue par l'administration communale relative à la Fabrique d'église.
1823-1879, 1911, 1943, 1956. 1 liasse
Concerne notamment des travaux à l'église, le mobilier, les biens immobiliers, les rentes et les fondations.

B. PATRIMOINE

901. Dossier relatif à l'aliénation d'une parcelle de terre par la Fabrique d'église.
1942-1945. 1 chemise

C. FINANCES

902. Budgets annuels.
1947, 1949-1950, 1952-1954, 1957-1975. 1 liasse
- 903-904. Comptes annuels.
1836-1861, 1945-1946, 1950-1951, 1954-1974. 2 liasses
903. 1836-1861.
Les comptes des années 1853-1855 sont conservés en deux exemplaires.
904. 1945-1946, 1950-1951, 1954-1974.

XVIII. PRODUCTEURS DISTINCTS DE LA COMMUNE**A. COMMUNAUTÉ ET PAUVRES D'HAININ**

905. Bail relatif à la mise en location de deux bonniers de terres labourables situés à Chièvres appartenant aux pauvres d'Hainin.
9 avril 1764. 1 pièce
906. Convention entre la seigneurie de Boussu et les gens de loi et habitants d'Hainin
« pour laisser évacuer les eaux des étangs dudit Boussu avec celles des Viviers Fresing part le coulant de la courant dudit Hainin ».
15 septembre 1772. 1 pièce
En mauvais état. Non consultable.
907. Acte par lequel le Conseil souverain de Hainaut autorise la communauté d'Hainin à paver le grand chemin qui traverse le village et à construire deux bras de chaussée joignant ce chemin.
10 avril 1783. 1 pièce
Acte scellé.
908. Procès-verbal d'adjudication des biens appartenant aux pauvres.
7 février 1795 (28 pluviôse an V). 1 cahier
En mauvais état. Non consultable.

B. BIBLIOTHÈQUE PAROISSIALE D'HAININ

909. Tampon de la bibliothèque paroissiale.
[ca 1950]. 1 pièce
910. Dossier relatif à la bibliothèque paroissiale.
1951-1960. 1 liasse

XIX. DOCUMENTS SANS RAPPORT AVEC LE FONDS

911. Actes d'intérêt privé relatifs à des habitants d'Hainin.
1900, 1921, 1902, 1937, 1949. 1 chemise

CONCORDANCE DES COTES D'ARCHIVES VERS LES NUMÉROS DE PAGE

N° 912, voir p. 36.

N° 913, voir p. 26.

N° 914, voir p. 60.

N° 915, voir p. 63.

N° 916, voir p. 47.

N° 917, voir p. 29.

N° 918, voir p. 31.

N° 919, voir p. 31.

N°s 920 à 926, voir p. 32.

N°s 927 à 942, voir p. 33.

N°s 943 à 954, voir p. 34.

N° 955, voir p. 26.

N° 956, voir p. 51.



ISBN 978-94-6391-527-4



Illustration de couverture : Le bourgmestre d'Hainin Robert Leblanc (1910-1973),
à l'occasion du trentième anniversaire de son accession au mayorat en 1972
(Collection Mme Émilie Leblanc).